

8 Société et Culture

Transport urbain et interurbain
Le Synatteg voit le jour

IMM

Libreville/Gabon

Il s'agit du Syndicat national des transports terrestres du Gabon (Synatteg), qui compte apporter des innovations, en vue de développer qualitativement le secteur, renforcer les capacités de ses acteurs et harmoniser leurs relations avec les forces de l'ordre.

LA famille syndicale s'élargit, avec la naissance du Syndicat national des transports terrestres du Gabon (Synatteg). L'assemblée générale constitutive de cette nouvelle organisation qui devra intervenir spécifiquement dans le domaine du transport urbain et interurbain s'est tenue dernièrement. Pour adopter ses statuts et son règlement intérieur.

Pour ses promoteurs, Sylvain Mambari et Nar-



Sylvain Mambari (cravate) et Narcisse Tsamalax, président et secrétaire général du Synatteg.

cisse Tsamalax, le Synatteg n'est pas un syndicat de trop. Leur initiative part du constat sur l'existence d'une certaine anarchie dans le domaine du transport terrestre, urbain et interurbain.

En outre, ont-ils également constaté, le transport n'est pas considéré comme un métier, mais plutôt comme un passe-temps favori pour certains qui s'improvisent transporteurs. Ce qui

n'est pas sans conséquence pour de nombreux usagers qui empruntent chaque jour un taxi ou un clando pour se rendre à leur lieu de travail ou rentrer chez eux.

« Par le biais de notre syndicat, nous voulons non seulement défendre les intérêts des transporteurs, mais surtout innover pour changer de paradigmes dans le secteur du transport urbain et interurbain », ambitionnent les



Un acteur du transport interurbain, domaine intéressant le nouveau syndicat.

responsables du Synatteg. Ils entendent donc, avec l'appui des autorités, organiser régulièrement des séminaires de formation et de sensibilisation aux procédures de circulation routière. Car l'ignorance de ces règles est souvent source de conflits entre les chauffeurs de taxis ou de "clandos" et les policiers ou gendarmes.

Les syndicalistes, sans chercher à transiger sur le droit à circuler, vou-

draient, quand bien même, mettre un terme à son galvaudage par les hommes en uniforme, qui font le plus souvent l'excès de zèle et l'abus d'autorité. Pire encore, certains agents, selon les textes de lois, ne sont pas parfois habilités à interpellier, mais le font quand même.

Par ailleurs, le nouveau syndicat voudrait œuvrer dans le sens de la valorisation de l'activité de transport, en profession-

nalisant le métier au moyen de la formation efficace de ceux qui l'exercent. Ses responsables souhaitent que tous les transporteurs urbains et interurbains aient, hormis leur permis de conduire, une carte professionnelle attestant de leur appartenance au secteur.

Aussi, les responsables du Synatteg exhortent-ils aussi les autorités à encourager et soutenir les jeunes Gabonais qui veulent se lancer dans ce secteur libéral dont les acteurs sont majoritairement des ressortissants étrangers. Cela aura l'avantage de résorber, un tant soit peu, le chômage qui les touche particulièrement. Autant d'innovations qui pourraient donner une autre dimension au transport urbain et interurbain dans notre pays.

A noter que le Synatteg s'est affilié à la Confédération syndicale gabonaise (Cosyga).

Vient de paraître

" Rapidolangue ou flop des langues gabonaises à l'école "

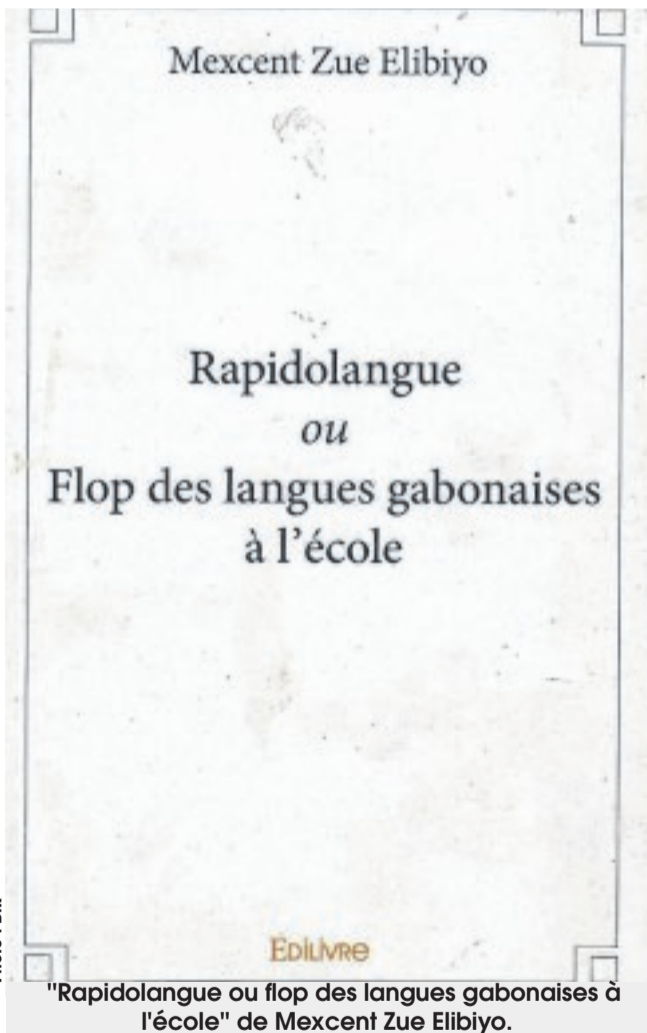
RN

Libreville/Gabon

La tentative de faire étudier les langues nationales dans les écoles gabonaises a échoué. Pourquoi ? Dans son essai sans concession, paru chez Edilivre, Mexcent Zue Elibiyo, enseignant-chercheur à l'École normale supérieure, apporte des réponses à cette interrogation. En près de 100 pages, il dresse un état des lieux de la situation des langues au Gabon, revient sur l'ambitieux projet de faire apprendre ces langues dans les écoles du pays et indique les raisons de ce fiasco. Eclairant.

C'EST là un essai stimulant. Tous les observateurs avisés relèvent que le Gabon figure en bonne (ou mauvaise ?) place sur la liste des pays où la pratique d'une langue nationale officielle est une vue de l'esprit. Certes, il y a eu des tentatives pour y remédier. Mais avait-on pris le problème par le bon bout ?

Dans "Rapidolangue ou flop des langues gabonaises à l'école", Mexcent Zue Elibiyo répond par la négative et, après un examen minutieux de la logique et des principes sous-tendant toutes les tentatives de faire étudier les langues nationales dans les classes du pays, explique pourquoi l'échec était inévitablement au bout du



"Rapidolangue ou flop des langues gabonaises à l'école" de Mexcent Zue Elibiyo.

parcours. « Rapidolangue », une des productions emblématiques de la Fondation Raponda-Walker, fer de lance de cet ambitieux rêve de l'inscription des langues locales à l'école, demeure au cœur de son analyse. De fait, si l'auteur, sociolinguiste, reconnaît et salue les efforts du frère Hubert Guérineau de la Fondation Raponda-Walker, princi-

pal initiateur, concepteur et auteur de « Rapidolangue », il en souligne surtout les limites.

Au nombre de celles-ci, il y a d'abord l'inexistence des outils de la méthode audiovisuelle indispensables à l'apprentissage d'une langue (diapositives, magnétophone, films, photographies, dessins). A lire Mexcent Zue Elibiyo, le « Rapidolangue », dans son

usage, ne les propose pas. Ensuite, on peut mentionner l'importance de l'écrit dans la méthode « rapidolangue ». Si la méthodologie audiovisuelle recommande que la leçon soit essentiellement orale, on constate, sur le terrain, que les élèves passent le plus clair de leur temps à écrire en même temps que l'enseignant parle.

D'autre part, le « Rapidolangue » a une version orale : les cassettes de répétition. « Le paradoxe cependant est que ces cassettes ne sont pas utilisées dans les classes de langues gabonaises. Elles n'ont pas été mises à la disposition des enseignants, encore moins des élèves. Elles ne servent jusque-là qu'à un usage purement commercial. C'est-à-dire que la Fondation Raponda-Walker, qui en est propriétaire, les vend auprès de particuliers », soutient l'auteur.

En outre, la présence massive du français dans le « Rapidolangue » pose quelques problèmes. Autrement dit, dans la manière d'enseigner les langues locales, « il y a encore trop de traduction qui est faite des mots des langues gabonaises en français et réciproquement (...) Par ailleurs, la présence de l'anglais ici peut soulever des interrogations. On peut, en effet, se poser la question de savoir ce que l'anglais vient faire dans un manuel d'enseignement des langues natio-

nales au Gabon, pays plutôt francophone ». Pour Mexcent Zue Elibiyo, le « Rapidolangue fait de l'amalgame ».

Cette confusion peut être perceptible, soutient l'essayiste pour le dénoncer, dans le choix même des enseignants de ces langues nationales. Ne bénéficiant d'aucune formation en ce domaine, ces derniers sont recrutés sur la base de leurs accointances avec les chefs d'établissements ou de la Fondation Raponda-Walker. Aux oubliettes

donc les préoccupations pédagogiques et didactiques.

Cet essai de l'enseignant-chercheur gabonais, s'il relève les faiblesses du « Rapidolangue », dont il rappelle qu'il a été conçu au départ pour les expatriés français installés au Gabon, ne tait pas la part des pouvoirs publics dans la mort programmée de l'enseignement des langues nationales à l'école. En somme, le « flop » décrit ici reste une conséquence partagée.

